

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



# "LES ETATS-UNIS ET LES PAYS DU GOLFE: LA QUESTION DU PETROLE"

**Mémoire de géopolitique**

**Du lieutenant-colonel Al RAWHANI Abdulghani**

**Dans le cadre de l'étude dirigée  
" Géopolitique des Etats-Unis "**

**Directeur: M. Jacques SOPPELSA**

Avril 2004

LES Etats-Unis et les Pays du Golfe:  
La question du pétrole

Sommaire

Introduction

Première partie

Le contexte historique et donnée géopolitique  
Les nouvelles perspectives dans la période d'après deuxième guerre mondiale  
Le pétrole et la nouvelle carte mondiale

Deuxième partie

Le pétrole et les pays du golfe  
Une situation géopolitique et stratégique inextricable  
La présence militaire américaine dans le Golfe  
L'OPEP et les pays du golfe  
Le pétrole et les pays exportateurs de pétrole  
Les autres producteurs de l'OPEP  
Concurrence pétrolière et sécurité au Moyen-Orient

Troisième partie

Nouveaux intérêts et coalition  
Point de vue géopolitique  
Point de vue stratégique  
Point de vue socio-économique  
Point de vue militaire

Conclusion

## TABLE DES MATIERES

Sommaire.....	3
Introduction.....	5
I- Le contexte historique et des données géopolitiques.....	6
1.1. Les nouvelles perspectives dans la période d'après deuxième guerre mondiale.....	6
1.1.1. L'importance du pétrole pour les Etats-Unis.....	6
1.1.2. La dépendance énergétique et les enjeux géostratégiques des Etats-Unis..	7
1.1.3. Le pétrole une constance de la stratégie américaine.....	8
1.1.4. La politique étrangère américaine du pétrole.....	9
1.2. Le pétrole et la nouvelle carte mondiale.....	10
1.2.1. L'importance du pétrole comme ressource énergétique.....	10
1.2.2. Le pétrole, un moyen de pression.....	10
1.2.3. La route du pétrole.....	11
II- Le pétrole et la nouvelle carte mondiale.....	13
2.1. Une situation géopolitique et stratégique inextricable.....	14
2.2. La présence militaire américaine dans le Golfe.....	16
2.3. L'OPEP et les pays du Golfe.....	17
2.4. Le pétrole et les pays exportateurs de pétrole.....	19
2.5. Les autres producteurs de l'OPEP.....	21
2.6. Concurrence pétrolière et sécurité au Moyen-Orient.....	22
2.6.1. Cas de l'Arabie Saoudite.....	23
2.6.2. Cas des Emirats Arabes Unis.....	24
III- Nouveaux intérêts et coalition.....	25
3.1. Les enjeux géopolitiques .....	25
3.2. Les enjeux stratégiques .....	26
3.3. Les enjeux socio-économique.....	26
3.4. Les enjeux vue militaire... ;.....	27
IV- Conclusion.....	

## "Les Etats-Unis et les Pays du Golfe : la question du Pétrole"

La chute du bloc communiste a entraîné une situation inconnue jusqu'alors. En effet un seul pays domine le monde, et ce dans tous les domaines. Pour la première fois, une nation peut revendiquer le titre de superpuissance, et décider à la place des autres au nom de ce qui lui semble juste, en fait souvent selon ses intérêts. C'est bien évidemment les Etats-Unis, qui jouissent depuis 1989 d'une position hégémonique totale.

Puissance militaire, et par conséquent diplomatique, puissance politique, puissance économique et financière, mais également culturelle, font des Etats-Unis le pays le plus influent du monde. Si cette position tendait à s'affirmer depuis la fin de la première guerre mondiale, elle s'est trouvée renforcée durant la guerre froide et plus encore depuis 1989 et la chute des Républiques Socialistes.

Cette position géopolitique n'est permise que grâce aux avancées technologiques, aux ressources énergétiques principalement le pétrole qui, pour l'essentiel provient des Pays du Golfe. Aujourd'hui, le pétrole, nerf de l'économie mondiale, est au centre d'une bataille cruciale pour le système économique et pour les grandes puissances. Ce n'est pas une matière première comme une autre, c'est une ressource EPUISABLE. Or, les cinq premiers pays (Arabie saoudite, Irak, Koweït, Emirats arabes unis, Iran) à disposer de réserves de pétrole, sont tous situés au moyen orient dans la région du Golfe et possèdent ensemble plus de 60% des réserves mondiales et plus du tiers de réserves de gaz.

Ainsi donc, grâce à la conjonction de deux atouts, le contrôle politique sur les principaux pays disposant de réserves pétrolières et leur propre production, les Etats-Unis ont la capacité, unique au monde, de peser sur la détermination du prix du baril. La pression peut s'exercer aussi bien à la baisse qu'à la hausse : à la hausse lorsqu'il s'agit de pénaliser des économies concurrentes très dépendantes du pétrole importé( Europe, Japon, Chine ), tout en augmentant les revenus des majors américaines; à la baisse, s'il faut permettre au modèle américain de continuer à être deux fois plus gourmand en pétrole que les modèles européens ou japonais, ou s'il fallait, demain, provoquer l'écroulement de régimes jugés hostiles et assis sur leurs seules recettes pétrolières (Arabie saoudite, Iran).

Pour garantir ses intérêts, et en la faveur d'événements cycliques qui ont été et sont toujours autant de raisons, la présence militaire américaine est désormais une constante de

l'équation géopolitique dans le Golfe. De ce fait, il apparaît de plus en plus clairement aujourd'hui que des liens pouvant être perçus comme tendancieux, s'installent entre l'armée américaine et les alliés ou partenaires politiques et stratégiques des Etats-Unis dans la région du Golfe. Ces liens, confortés par la globalisation de l'insécurité et par une militarisation excessive des rapports internationaux, ne risquent-ils pas d'affecter la politique étrangère américaine ?

Désormais totalement dépendants des Américains pour leur sécurité extérieure, les pays du Golfe se soumettent surtout au diktat du Pentagone et du commandement Central, se réservant de faibles marges de manœuvre, sur le plan diplomatique, politique et économique. Enfin, il faut aujourd'hui se poser la question de l'avenir de ces pays, c'est à dire au-delà de l'ère du pétrole; les pays du golfe doivent faire face au double défi de l'appauvrissement du désert, et la reconversion industrielle inévitable à moyen terme à leur survie .

\* \* \*

#### I- Le contexte historique et des données géographiques :

L'intérêt national américain trouve ses sources dans la première histoire de la nation. Il provient de l'héritage des pères fondateurs, d'une certaine philosophie libérale, interventionniste et réaliste, toujours présentée sous la bannière de la liberté.

Cet intérêt national prend forme dans la définition des régions stratégiques que souhaitent, sinon contrôler, au moins surveiller les Etats-Unis. Il s'agit essentiellement de la région du Moyen-Orient en raisons d'importants enjeux et où deux conflits se développent au quotidien : israélo-palestinien et irakien.

##### 1.1. Les nouvelles perspectives dans la période d'après deuxième guerre mondiale :

Matière première stratégique, le pétrole attise la convoitise des grandes puissances industrielles depuis plusieurs décennies déjà. La plupart des spécialistes s'accordent à dire que la présence américaine dans le Golfe s'explique en grande partie par sa dépendance

croissante à l'égard d'un pétrole importé et bon marché et la détention par les pays du Golfe dans leur sous-sol, d'importantes réserves mondiales de pétrole.

#### 1.1.1. L'importance du pétrole pour les Etat-Unis:

Le pétrole est si important dans la vie des Américains qu'il pèse sur leur politique intérieure et extérieure parce qu'il met en jeu des capitaux formidables ( il faut compter en milliards de dollars ).

Les Etats-Unis tiennent en 1945 la tête de la production mondiale du pétrole : ( 65,8 % du total ). Le deuxième producteur, le Venezuela ne représente que 13,4%. L'Europe, orientale ( URSS et Roumanie ) 6,8% et l'ensemble du Moyen-Orient 7,5% mais les réserves de cette zone semblent les plus importantes du monde.

L'avance des Américains est telle qu'ils deviennent le modèle à l'exemple de l'industrie pétrolière dans le reste du monde. Cependant à partir des années 60, leur hégémonie tend à décliner : en effet, à cette date apparaissent de nouveaux producteurs en Afrique tandis que l'URSS dépasse les Etats-Unis dans la décennie 1960 – 1970 et que des prospections ont lieu en Asie du sud-est et en Chine.

Par ailleurs, le paysage pétrolier change à partir de ces années, quand est crée en 1960 l'OPEP, ensuite quand se généralise un nouveau type de contrat apparu au Venezuela ; enfin, quand les Etats producteurs nationalisent les concessions pétrolières.

Américains et Anglais signent donc un accord d'Etat à Etat au début d'août 1944 qui associe les sociétés pétrolières de chacun des deux Etats pour consolider leur emprise sur la production, la distribution et les prix dans le monde.

Un autre accord signé un an plus tard à Londres reprend en gros l'accord précédent et souligne l'entente entre les plus importantes sociétés pétrolières.

De plus, les Américains confortent les positions acquises en Arabie Saoudite entre 1934 et 1939 quand ils commencent à exploiter ce gisement qui contient les réserves de pétrole les plus importantes du monde.

Aujourd'hui, la dépendance logique et croissante des Etats-Unis vis à vis des importations de pétrole, l'augmentation de la population et l'activité industrielle entraînent inévitablement des besoins plus grands. Un besoin en pétrole beaucoup plus important; normal, c'est aussi et avant tout pour ce pétrole que Washington veut renverser le régime de Saddam Hussein (pas forcément désarmer l'Irak). Des études américaines parmi les plus autorisées rendent aujourd'hui le pétrole irakien vital pour les Etats-Unis. Du fait de l'américain Way of life qui carbure au fuel, les Américains se sont rendus totalement dépendants du pétrole. Alors qu'ils ne représentent que 5% de la population du monde, les Etats-Unis consomment 25% de la production mondiale de pétrole. Les grosses voitures qui roulent sur les routes de la puissance mondiale brûlent chaque jour qui passe, quelque 2 à millions de barils de pétrole (soit pratiquement la production annuelle du Cameroun) . Seuls 8 millions de ces barils proviennent de la production locale américaine de plus en plus déclinante. Les 12 autres millions sont importés de l'extérieur. Cette consommation américaine est appelée à augmenter chaque année de 5% et l'American Petroleum Institute (API) prévoit qu'elle sera approvisionnée à 70% par les importations en 2020. La dépendance pétrolière américaine vis-à-vis de l'extérieur va donc s'accroître de plus en plus. Pour y remédier, le National Energy Policy Development Group (NEPD), groupe d'étude créé en janvier 2001 par Georges W. Bush, recommande une augmentation des importations américaines venant des pays du Golfe.

### 1.1.2 La dépendance énergétique et les enjeux géostratégiques des Etats-Unis

Les États-Unis sont dépendants de leur approvisionnement en matières premières et notamment en pétrole. Cette crainte explique le lancement par le président Bush d'un appel à l'augmentation des stocks stratégiques des États-Unis de 576 millions de barils à 700 millions au cours des trois prochaines années.

L'administration américaine est on ne peut plus sensible aux enjeux pétroliers. Le président Georges Bush a lui-même fait fortune dans le pétrole. Il y a rencontré l'actuel vice-président, Dick Cheney, qui, avant d'occuper ce poste, présidait la société Halliburton, spécialisée dans les services aux compagnies pétrolières. Texaco Chevron, numéro 5 mondial, avait pour administratrice Condoleezza Rice, jusqu'à ce qu'elle devienne secrétaire à la Sécurité nationale: reconnaissante, la société vient de baptiser un de ses superpétroliers Condoleezza. On pourrait multiplier à l'infini ces exemples de liens entre l'industrie de pétrolière et les plus hauts niveaux de l'appareil de l'Etat américain.

Arrivés au pouvoir, ces hommes du pétrole n'ont pas tardé à faire connaître leurs options. En mai 2001, le vice-président Cheney a ainsi rendu public un rapport qui faisait l'analyse suivante. La consommation énergétique américaine va augmenter sans relâche, rendant l'économie de plus en plus dépendante des importations pétrolières. De 52% aujourd'hui, la part des importations passera à 66% d'ici 2020. Or ces importations pour la plupart proviennent des pays hostiles aux Etats-Unis. La Libye, l'Irak et l'Iran, qui concentrent le quart des réserves mondiales, sont ainsi l'objet d'un embargo américain. Le Venezuela et l'Indonésie, membres de l'OPEP, sont politiquement instables. Même l'Arabie saoudite, qui faisait figure de meilleurs alliés à vu son aura lorsqu'il s'est avéré nombre des auteurs de l'attentat du 11 septembre étaient porteurs de passeport saoudien.

Comment augmenter durablement les importations pétrolières alors que l'or noir provient majoritairement de pays hostiles ? Les attentats du 11 septembre ont fourni aux dirigeants américains la réponse: en prenant pied militairement dans les pays exportateurs de pétrole, quitte à renverser le régime en place sous prétexte de lutter contre le terrorisme. le premier acte de cette stratégie s'est déroulé en Asie centrale. Les troupes américaines installées dans les pays frontaliers de l'Afghanistan y sont restées après l'effondrement du régime des talibans qu'elles sont venues combattre. Nul doute qu'elles

mettront à profit leur présence pour permettre aux majors américaines de s'implanter dans ces régions pétrolières, jusque-là chasse gardées des compagnies russes. Plus discret, le second acte se joue en ce moment même en Colombie, sous le prétexte d'y lutter contre le trafic de drogue, les troupes américaines s'y sont installées pour protéger les oléoducs qui relient les gisements de l'intérieur du pays aux raffineries côtières. En intervenant en Asie et en Colombie les Etats-Unis se sont efforcés de diversifier leurs approvisionnements pétroliers, très dépendants du moyen orient. Mais le contrôle de cette région, qui concentre les deux tiers des réserves mondiales, reste indispensable à leur projet stratégique.(Insérer les données en bas de page.

### 1.1.3. Le pétrole une constante de la stratégie américaine :

Après l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle, l'énergie est devenue la plus grande préoccupation des pays développés, qui se démènent pour ajuster leurs stratégies dans ce domaine. La sécurité de l'énergie est actuellement la plus haute priorité des Etats-Unis .Dans son rapport sur l'énergie rendu public en mai 2001,l'administration Bush a insisté sur la sécurité générale et à long terme de l'énergie. Premièrement, les Etats-Unis voudraient stimuler la prospection pétrolière et gazière chez eux, afin de hausser leur propre production d'énergie traditionnelle pour devenir le levier du marché international. Deuxièmement, l'habileté à composer avec les situations d'urgence devrait être renforcée. Spécifiquement, cela signifie l'établissement d'un bureau spécial au sein du gouvernement fédéral et de comités interdépartementaux locaux pour s'occuper des urgences. Troisièmement, le Pays fera des efforts pour jouer un rôle dominant dans les régions productrices de gaz et de pétrole autour du monde. Les opérations militaires des Etats-Unis en Afghanistan après les attaques du 11 septembre ont une influence latente sur la situation de l'énergie de la mer Caspienne et le projet de pipeline Baku- Tbilisi- Ceyhan en construction depuis l'année dernière a étendu l'influence états-uniennes à toute l'Asie Centrale.

Jusqu'ici, les Etats-Unis disposaient avec l'Arabie saoudite( premier producteur mondial ) d'une source d'approvisionnement sûre. Seulement, Riyad veut que son pétrole dure le plus longtemps possible et refuse d'ouvrir d'avantage les vannes pour combler les besoins croissants des grosses voitures américaines. Tenant compte de cette donne, le NEPD recommande au gouvernement américain "une diversification des ressources

d'approvisionnement. Ainsi donc, les Etats-Unis visent les ressources pétrolières de l'Afrique. Dans ce but, le président Bush a rencontré onze dirigeants des pays d'Afrique producteurs de pétrole durant l'Assemblée des Nations unies en 2002. On prévoit qu'en 2015, les importations de pétrole d'Afrique par les Etats-Unis auront atteint 25% de leurs importations totales, dépassant leurs achats du Golfe Persique.

#### 1.1.4. La politique étrangère américaine du pétrole :

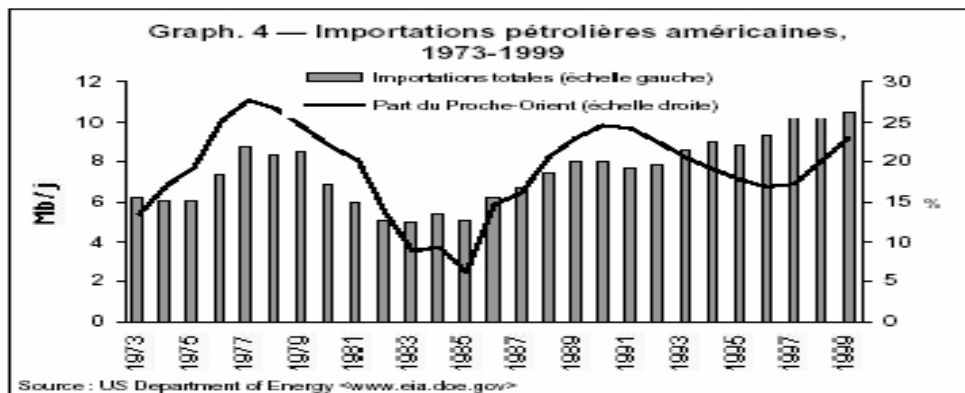
Après la seconde Guerre mondiale, la circulation du pétrole est à la merci de la conjoncture internationale et d'abord de celle du Moyen-Orient. La puissance politique et économique des Américains est telle qu'ils n'hésitent pas à lutter contre leurs partenaires /concurrents pour renforcer leur hégémonie. Cependant entre 1945 et 1960, celle-ci semble remise en question même si les Etats-Unis élargissent le champ de leur action au Moyen-Orient . Le Moyen-Orient tend, à partir de 1945 à devenir la première zone de production pétrolière du globe ; tout ce qui touche donc à la conjoncture politique de cette zone concerne l'économie du pétrole dans le monde. En témoignent les séquelles des conflits entre les Arabes et Israël d'abord en octobre 1956, puis en juin 1967, ensuite en octobre 1973, enfin après le conflit entre l'Irak et l'Iran à partir de septembre 1980 dont le dénouement semble l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 et la guerre éclair menée par les Nations unies contre les Irakiens en février 1991. Tous ces conflits sont autant de menaces pour le ravitaillement et l'économie mondiale.

La politique étrangère américaine a rarement été dictée par des calculs d'intérêt national. Au contraire, le nationalisme, la peur, les intérêts commerciaux, l'idéologie politique l'ont gouvernée. Une destinée nationale et un destin unique ont été dominants et le sont encore aujourd'hui. La conviction que la modernisation, l'occidentalisation et l'américanisation in fine, sont des bienfaits, a gouverné cette politique. En revanche, le terrorisme a toujours été vu comme un facteur de désordre. La nation américaine, forgée par l'idéalisme et le réalisme, possède encore la conviction qu'il est dans son destin d'ouvrir un chemin de Liberté à l'humanité. Si la supériorité des normes et des valeurs du pays est considérée comme allant de soi, la conclusion s'impose de voir le monde intégrer le modèle.

Les exercices de prospective modélisée sur le pétrole du Moyen-orient d'ici 2030 font apparaître un mouvement de concentration relative de l'offre pétrolière mondiale sur

cette région. Ces scénarios impliquent des risques réels pour les Etats-Unis et pour le monde. Mais ces risques paraissent pouvoir être assumés de manière plus classique, sans doute moins coûteuse, et certainement moins risquée que par l'intermédiaire d'une politique de transformation complète de la région. Il est donc difficile de trouver une rationalité pétrolière directe à la nouvelle politique américaine vis-à-vis du Moyen-Orient.

S'il existe une dimension pétrolière dans cette politique, elle est plutôt indirecte et elle concerne le risque que les revenus pétroliers alimentent, directement ou indirectement à la fois le terrorisme et les programmes d'armement non-conventionnels. Il s'agit peut être d'un vrai problème, mais il ne s'agit pas d'un problème énergétique.



L'étude raisonnée des intérêts de l'Amérique par rapport au pétrole du Moyen - Orient suggère que la politique pétrolière des Etats-Unis dans la région, gagnerait à la prudence dans la promotion des réformes, voire à un certain conservatisme. L'analyse des textes doctrinaux confirme que tel devrait être le cas. Cette politique devrait donc continuer d'être marquée par une forte attention aux risques de court terme(en particulier le risque d'une rupture majeure des exportations saoudiennes.

## 2. Le pétrole et la nouvelle carte mondiale :

On ne peut comprendre le Moyen-Orient, et les évolutions à venir dans cette région sans l'éclairage des enjeux pétroliers qui la sous-tendent.

## 2.1 L'importance du pétrole comme ressource énergétique :

Pierre Terzian disait ceci "Tant qu'on ne découvrira pas l'énergie miraculeuse non polluante et non ruineuse en termes de coûts, le monde aura besoin du pétrole, en particulier dans le secteur du transport." En effet, les spécialistes prévoient que le pétrole dominera pendant longtemps encore les énergies consommées au niveau mondial.

C'est après la Deuxième guerre mondiale et en particulier dans les années 1960 que le pétrole devient l'énergie dominante « Le pétrole est liquide », disait Paul Frankel, donc il est facile à produire, à transporter et à utiliser. Les réserves du Moyen-Orient se révèlent impressionnantes et sont méthodiquement exploitées par les grandes sociétés internationales (les Majors) qui exploitent les gisements de la région du golfe Arabo-Persique. Le pétrole coule à flots vers l'Europe et l'Asie où il accompagne le développement du transport automobile, se substitue au charbon pour le chauffage et permet la fabrication massive d'autres produits synthétiques.

Et même si son importance relative a légèrement diminué en raison des chocs de 1973 et 1979-1980, le pétrole reste aujourd'hui la principale source d'énergie. Les besoins de la planète sont couverts à 40% environ par le pétrole, à 25% par le gaz naturel, à 25% par le charbon, à 10% par l'électricité d'origine hydraulique et nucléaire (des quantités importantes d'électricité sont également produites à partir de charbon, de gaz et de fuels). A l'horizon de 2020, les hydrocarbures, c'est-à-dire le pétrole et le gaz, resteront les énergies dominantes et devraient encore couvrir 60% des besoins en énergie commerciale. La consommation de pétrole continuera à augmenter – peut-être à un rythme plus lent – dans les prochaines années car les besoins de transport augmentent et il semble peu probable que des carburants alternatifs puissent massivement remplacer l'essence et le gazole dans les prochaines années. Les parcs automobiles n'augmenteront plus en Amérique du Nord et en Europe, mais les besoins ( ou les désirs ) d'automobiles sont considérables en Chine ou en Inde.

Autre élément en faveur du pétrole : son coût. Le coût de production est variable : faible au Moyen-Orient (quelques dollars par baril), plus élevé dans des zones offshore difficiles comme la mer du Nord ou la Caspienne, il dépasse rarement 10 à 12 \$b

et l'essentiel du pétrole est produit à moins de 8\$b. Ce coût de production additionné au coût de transport reste très inférieur à celui des énergies concurrentes (à l'exception du charbon).

## 2.2. Le pétrole, un moyen de pression :

Il avait été perçu plus haut que les Etats-Unis ont la capacité unique au monde, de peser sur la détermination du prix du baril. Outre la détermination du juste prix pour l'Amérique, le contrôle politique sur les principaux pays pétroliers assure au dollar de rester la monnaie de référence du marché pétrolier mondial. Quand on connaît le poids du pétrole dans l'économie mondiale et dans les systèmes financiers anglo-saxons, on peut donc conclure que la politique de puissance américaine au Moyen-Orient, prépare l'avenir du dollar face aux monnaies fortes, aujourd'hui l'euro et le yen, demain peut être le yuan chinois. Le prix mondial du pétrole brut est déterminé par l'offre et la demande. Or, si l'on sait que les pays de l'OPEP ont la main mise sur environ 40% de la production mondiale de pétrole brut et les exportations de ses nations représentent 60% du pétrole brut négocié sur les marchés internationaux. Dans la conjoncture internationale actuelle, l'Arabie est le seul pays du monde à pouvoir accroître la production de pétrole brut de façon à faire la différence.

Le pétrole brut est une marchandise négociée à l'échelle internationale, achetée et vendue plus particulièrement à la Bourse NYMEX( New York Mercantile Exchange) et à la Bourse internationale de Londres. Comme l'OPEP contrôle un si fort pourcentage du marché mondial des exportateurs, elle semble influencer sur les prix du pétrole brut dans les différentes Bourses du monde. Le prix du pétrole a toujours été fluctuant. Au cours des dernières années, le prix du baril a varié entre 10 et un peu plus de 30 dollars. D'autres facteurs tels que l'agitation politique, civile ou militaire peuvent influencer également sur le prix mondial du pétrole brut.

## 2.3. La route du pétrole :

Le Détroit d'Ormuz est la seule voie pétrolière dont le monde ne puisse se passer. Mais il n'a jamais été fermé, même aux moments de la guerre Irak- Iran. En, plus il est très surveillé. Il faut savoir que la seule pénurie pétrolière dans le monde, depuis la seconde

guerre mondiale, a été provoquée par la fermeture du canal de Suez en juin 1967 et non pas par un embargo pétrolier ou la destruction de gisements ou un acte terroriste. Lorsque Suez a été fermé, après l'occupation de sa rive par Israël, les navires pétroliers ont du faire le tour par l'Afrique et la capacité de transport pétrolier international a été diminuée mécaniquement par l'effet de la distance supplémentaire. Il a fallu alors mettre en chantier de très gros navires et le problème a été résolu.

En définitive, la seconde moitié du vingtième siècle, de la victoire des alliés, en 1945 à la guerre du Golfe, en 1991-1992, a vu la constitution progressive d'un ordre mondial américain. La faillite, au début des années quatre-vingt dix, du bloc communiste derrière l'union Soviétique venait sanctionner, avec la fin d'un monde bipolaire, l'existence d'une seule superpuissance, d'une hyper puissance à l'échelle mondiale. Les Etats-Unis durent alors assurer à eux seuls une prépondérance militaire, politique, économique, et culturelle qui, auparavant, avait été partagée en deux pôles d'équilibre. Cette situation inédite révéla un vide de puissance face à cet unique acteur de taille mondiale : les Etats-Unis héritières ainsi de responsabilité, de la charge du maintien et de la régulation de l'ordre international, et devinrent l'objet principal des attentes et des aspirations, mais aussi des frustrations de rancœur qui animaient le monde d'après la guerre froide. Les événements du 11 septembre 2001, l'immense ressentiment qui en a été la cause et l'immense élan de sympathie qui en a été la conséquence, ont symbolisé cette relation complexe au reste du monde. Ils ont également faire évoluer l'attitude américaine, et poussé sa politique extérieure dans une phase missionnaire ambiguë, très diversement appréciée, aux visées humanitaires selon certains, impérialistes selon d'autres.

## II Le pétrole et les Pays du Golfe :

Dans le contexte socio-politique de la région du Golfe, des points communs à prendre en considération ci-après subsistent. Les populations de la région du Golfe sont hétérogènes. La main d'œuvre est en grande partie yéménite pour les emplois modestes, tandis que les postes de cadres et de maîtrise sont largement aux mains Palestiniens. Il n'est pas très sûr qu'en cas de crise que le reste de la région resterait neutre ou ne se sentirait concernée par une action, même ponctuelle visant au contrôle des champs de pétrole ou une partie des champs de pétrole. A cet égard, les réflexions sur la région du Golfe, doivent

procéder de manière très rigoureuse des données physiques et géographiques de la région, en sachant qu'elles déterminent dans une très large mesure les possibilités d'action.

### 2.1. Une situation géopolitique et stratégique inextricable :

La caractéristique principale de la région réside dans ses contrastes. Dans le golfe coexistent des états situés sur les rives Ouest et sud-ouest, à faible population, à très grande étendue de désert et à très gros intérêts économique-stratégiques; au nord et au nord ouest, des pays peuplés ayant par la même des exigences naturelles, sociales, économiques, politiques, ayant de ce fait aussi, des structures d'états relativement classiques( c'est le cas de l'Irak, c'est le cas de l'Iran) par opposition aux Emirats, à Koweït, à l'Arabie saoudite, dont la structure politique demeure tribale, avec des rapports politiques et sociaux traditionnels et un faible développement social. Au total il s'agit bien de pays contrastés mais unifiés géographiquement parce qu'ils bordent le Golfe où se concentrent les plus grandes énergies du monde. Il est tout à fait naturel que cette région soit devenue la plus sensible, la plus vulnérable, la plus explosive de l'ensemble des régions du monde.

Pour mieux montrer la complexité de cette région, M. Paul Marie DE LA GORCE, dans un article intitulé "GESTICULATIONS MILITAIRES DANS LE GOLFE" expliquait ceci. En réalité deux types d'interventions sont concevables et correspondent aux deux types de pays décrits plus haut. L'un recouvre des actions ponctuelles destinées à un objectif précis ou gesticulation qui ne viserait que des objectifs limités dans l'espace et peut être provisoire dans le temps. Il s'agit, bien entendu, d'opérations qui pourraient porter sur la sécurité, la protection, le contrôle des régions pétrolières de la rive Ouest et sud ouest du Golfe. Dans ce cas l'objectif serait limité.(C'est le cas type du Koweït envahi par l'Irak). Il s'agirait d'une zone relativement restreinte ayant très peu de population où, par conséquent, l'action des forces elles-mêmes limitées serait possible. Tout dépendra, à cet égard, de la rapidité de l'intervention, de la possibilité que l'on a à agir et de contrôler le territoire dans un délai très court, de manière à empêcher toute action. Ce projet n'est pas illusoire. On emploierait des forces aéroterrestres, des transports aériens, des forces d'intervention, de manière à régler dans un temps très court la mission qui leur serait donnée.

Mais, il a fait remarquer que, pour ce type d'opération, il n'est pas vrai que l'on puisse à coup sûr se restreindre à un cadre stratégique aussi étroit. En réalité si l'on veut concentrer dans une partie des bassins pétroliers de la région, le volume des forces nécessaires implique des relais. Nous savons quelles sont les possibilités actuelles de transport à très grande distance mais nous savons aussi leur débit, compte tenu du volume de flottes d'aérotransport dont chacun dispose, risque d'être insuffisant pour que l'action prenne tout de suite la dimension qui lui garantirait le succès immédiat, faute de quoi il y aurait sur place des contre mesures, des réactions risquant de tout remettre en cause. Il faut donc des relais, et nous savons que dans les territoires avoisinants le Golfe, les Etats-Unis cherchent à s'en assurer. Tout le monde sait à cet égard l'importance prise dans les préoccupations stratégiques américaines par l'île de Diego Garcia. Tout le monde connaît l'importance des investissements réalisés dans cette île. Mais après la crise iranienne les Etats-Unis, la diplomatie américaine s'est efforcée d'aménager d'autres relais dans la région. Les gouvernements Egyptien et Somalien ont donné leurs accords pour que soient aménagés sur leur territoire les relais. Ces deux exemples montrent bien l'importance des relais. C'est à dire, qu'en réalité les opérations ponctuelles, limitées dans l'espace et provisoire dans le temps, impliqueraient malgré tout les régions avoisinantes. Elles ne seraient pas aussi limitées qu'on le pense, ni provisoires dans le temps. Il n'est donc pas sûr que ce type d'opérations serait politiquement limitée; il mettrait en cause l'ensemble du système que les Etats-Unis peuvent mettre en action au moment venu.

Tout autre est le problème d'une intervention dans les pays de grandes dimensions, ayant des populations nombreuses et un système politique plus complexe. Ce sera le cas de l'Iran ou de l'Irak. Bien entendu, on ne pourrait envisager qu'une opération soit sans effet sur l'ensemble du pays. Il ne s'agirait pas d'une occupation par "surprise" comme pour l'île de Bahreïn ou le Koweït. Il faut donc réfléchir à la manière dont l'action militaire pourrait se passer. Pour éclairer ce type d'action, M. Paul Marie DE LA GORCE, s'est appuyé sur l'exemple de l'Iran il y a quelques années avec la prise d'otages Américains.

Immédiatement après la capture du personnel diplomatique américain à Téhéran, le problème s'est posé. Dans des échanges de vues et les discussions qui ont eu lieu, un certain nombre de responsables américains ont fait ressortir que, dans les crises de ce genre, il était dangereux d'imaginer des ripostes ou des mesures de rétorsion qui soient en quelques sortes graduées et qui constitueraient une série d'étapes. Par exemple, des

sanctions économiques n'auraient pas pour effet de provoquer la libération des otages mais d'accroître la tension entre l'Iran et les Etats-Unis, de pousser l'Iran à développer ces échanges avec l'Union Soviétique. Des mesures plus graves, plus contraignantes, comme le blocus des côtes iraniennes, auraient certainement des effets sur l'économie iranienne mais ne permettraient pas d'atteindre l'objectif et pousseraient indiscutablement l'Iran à une radicalisation politique et une sorte de mobilisation contre les Etats-Unis, alors même que l'on n'aurait aucune chance d'atteindre l'objectif décisif. Ainsi a-t-on traité une série d'hypothèses. Toutes les conclusions se ramènent à ceci; ce serait une erreur de s'en tenir à des ripostes graduées, s'il est fondamental d'entrée de jeu de marquer que l'adversaire risque tout. La tentative de libération des otages, montre très bien, même par son échec, les difficultés d'une action limitée et les risques qui en découleront de toute façon, y compris dans l'hypothèse du succès( car rien ne nous dit que la libération des otages, notamment avec l'assaut de l'ambassade où on admettait un affrontement avec les gardiens, n'aurait pas entraîné des conséquences politiques très importantes).

Restons donc au plan d'une action de grande envergure dans les pays où elle ne peut pas se limiter aux dimensions ponctuelles que nous avons évoquées au début. La question est de savoir comment une intervention militaire pourrait se présenter, compte tenu des particularités de la région. Il ne fait aucun doute que les gens qui ont à traiter cette affaire et à préparer les actions doivent tenir compte dans leur raisonnement et leur analyse de la complexité politique et sociale de la région. Nous voyons bien que, dès qu'il s'agit d'une entreprise d'une certaine envergure, on fait rentrer un jeu d'un système d'alliances. Ceux qui ont plaidé pour une action de grande envergure contre l'Iran ont toujours évoqué la possibilité d'une déstabilisation radicale du régime en mettant en jeu les forces d'opposition au régime en place. Quitte à agir, il est plus rationnel de se proposer l'objectif qui justifie l'action. Il ne sert à rien de courir des risques considérables, dans l'ordre diplomatique, politique, stratégique, si ce n'est pas un objectif qui justifie l'ensemble de l'action. Pour ceux qui à Washington, ont plaidé pour une action d'envergure, il n'y avait qu'un objectif qui justifiait l'action, c'était le changement de régime en Iran. Il ne s'agissait pas de récupérer la moitié des otages, avec toutes les complications diplomatiques qui pouvaient en découler.

Cela vaut pour l'Iran, comme par hypothèse, pour l'Irak. De toute façon, il s'agira de trouver sur place les forces politiques, sociales et ethniques, qui joueraient en faveur de

l'action à entreprendre. Cela signifie que le conflit revêtirait d'emblée une dimension géographique, humaine, relativement considérable. Par ailleurs le conflit Iran et Irak, qui fut longtemps l'hypothèse favorite de certains spécialistes de Washington, a fait nettement apparaître que, par le jeu des affinités religieuses, par le peuplement hétérogène de la région, il y aurait des possibilités évidentes d'extension du conflit dont personne ne peut prévoir ni la dimension, ni la portée, ni les exigences, notamment sur la production du pétrole.

Compte tenu de la situation de la région dans l'ensemble de l'équilibre international, il est raisonnable de croire qu'un conflit de quelque dimension impliquerait malgré tout, la participation des grandes puissances. Il ne s'agit pas forcément de leur intervention directe. A la faveur des types d'intervention évoqués, on ne peut donc pas s'empêcher de penser que, dans cette région, il n'y a pas de gesticulation militaire qui n'engage l'essentiel.

## 2.2. La présence militaire américaine dans les Pays du Golfe

S'il y a une zone où l'actualité, depuis près de trois décennies, permet de couvrir l'exploitation systématique par les Etats-Unis de leur forces armées à des fins politiques c'est bien le Golfe arabo-persique. Cette région placée sous l'autorité militaire de l'United State Central Command (USCENTCOM) s'est ouverte d'elle même aux troupes américaines, à la faveur d'événements cycliques qui ont été et sont toujours autant de raisons, d'arguments et de prétextes à une présence militaire américaine de mieux en mieux acclimatée. La faiblesse intrinsèque des régimes en place compose l'autre porte d'entrée des forces américaines dans la zone où la présence militaire américaine est désormais une constante de l'équation géopolitique régionale.

Agissant directement et fortement sur les rapports des forces géopolitiques et militaires, cette présence militaire dans la zone est devenue un instrument confirmé de la politique étrangère américaine non seulement dans le golfe d'ailleurs, mais aussi dans le proche orient et dans le Sud- Est- asiatique.

Annoncée un an après le 11 septembre, la nouvelle doctrine sécuritaire américaine, excessivement interventionniste, vient conforter davantage la place particulière qu'occupe

l'institution militaire américaine aux côtés de la diplomatie. Les événements actuels dans la région du Golfe illustrent bien cette orientation généralisée du tout-militaire. En réalité, la tentative des pays arabes producteurs de pétrole de s'immiscer dans le conflit du Proche-Orient en décrétant un embargo sur les ventes de pétrole en 1973 inaugurait, dans un contexte de guerre froide attisée, une période d'incertitudes qui inquiétait déjà les stratèges et militaires américains et occidentaux soucieux de préserver la sécurité des approvisionnements en pétrole du monde industriel. La révolution iranienne risquait dès la fin des années 1970 de mettre en péril les fondements d'un concept sécuritaire américain se résumant à l'entretien d'un équilibre précaire entre les deux rives du Golfe. Elle réorienta totalement la politique d'influence américaine dans la zone, avec une mainmise directe sur les pétromonarchies arabes alliées. La création du conseil de Coopération du Golfe (CCG) était alors perçue comme une émanation directe de cette tendance, surtout dans son aspect sécuritaire. La guerre irako-iranienne devait inviter les Etats-Unis et la communauté internationale à se soucier davantage des risques qui pesaient désormais directement sur leur approvisionnement en pétrole. Ces inquiétudes étaient synonymes d'un recentrage continu de la présence militaire américaine dans le Golfe et dans les pays du CCG, et d'une réévaluation permanente des liens politiques et économiques, mais surtout militaires et stratégiques, entre ces pays et les Etats-Unis.

L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 et la mobilisation contre Bagdad, autour des Etats-Unis, dans la conjoncture internationale chaotique qui accompagnait l'effondrement de l'URSS, sont venues légitimer la prise en charge directe de la sécurité des pétromonarchies par l'USCENTCOM. Depuis cet épisode et jusqu'à la crise actuelle entre Irak et les Etats-Unis, en passant par le 11 septembre 2001 et les attentats terroristes au Yémen et au Koweït en octobre 2002, Washington n'a de cesse de favoriser l'aspect sécuritaire de son influence dans le Golfe. Il apparaît de plus en plus que les liens qu'entretiennent les Etats-Unis avec les pétromonarchies arabes du Golfe, sont fondés sur les intérêts énergétiques.

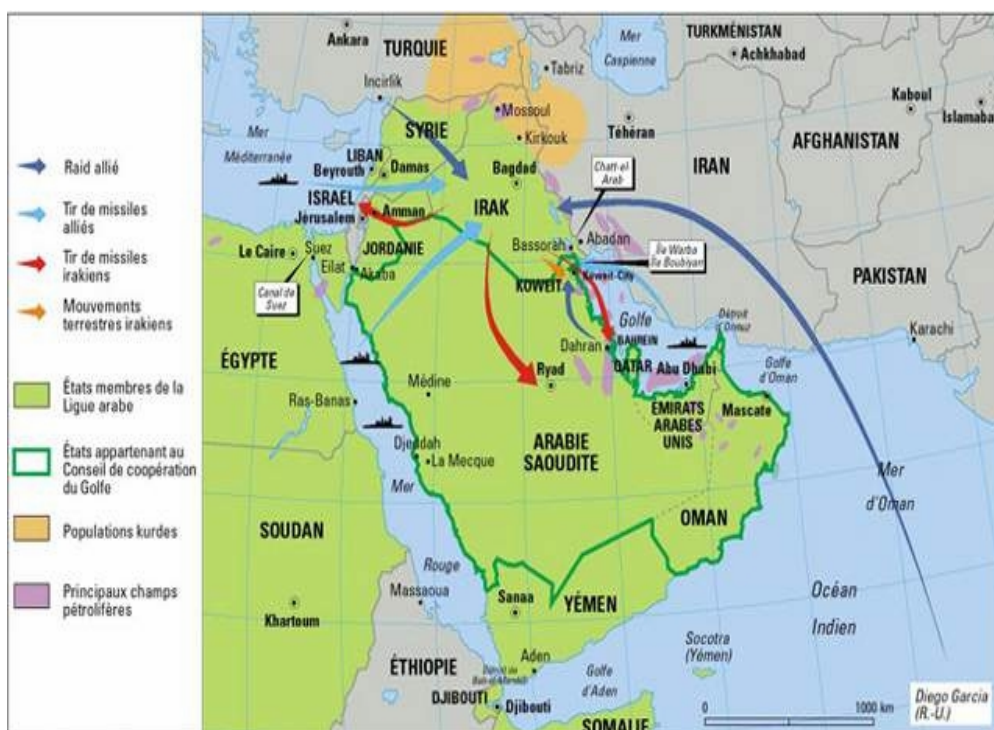
En effet, l'armée occupe une place de plus en plus importante dans la politique étrangère américaine sur la zone. Le commandant de l'USCENTCOM, les chefs des missions américaines d'entraînement et des émissaires du Pentagone sont devenus les principaux interlocuteurs des dirigeants des pétromonarchies du Golfe, ou tout au moins leurs interlocuteurs les plus assidus. Cette place envahissante du tout sécuritaire dans le

traitement des dossiers du golfe relative fortement celle des diplomatie américaine. Les stratégies des administrations américaines dans le Golfe sont désormais très largement élaborées à travers les prismes des militaires.

Les pays du CCG voient ainsi émerger des élites militaires, issues des élites traditionnelles, qui occupent une place croissante dans la vie politique locale et qui tirent de leurs liens américains un prestige et une influence grandissante.

Désormais totalement dépendants des Américains pour leur sécurité extérieure, ces pays se soumettent au diktat du Pentagone et du Commandement Central, se réservant des marges de manœuvre relatives face aux Etats-Unis, sur le plan diplomatique, politique et économique. Réussissant presque uniquement les programmes de défense commune souhaitées par les Américains (Awacs, intégration de la couverture radar, des communications.....), les Etats membres du CCG sont en concurrence sournoise afin d'amener chacun l'USCENTCOM à s'intéresser aux avantages comparatifs qu'ils offrent chacun individuellement. La crise actuelle avec l'Irak le montre bien. Les dirigeants du CCG emploient un double langage en traitant avec les Etats-Unis : un discours diplomatique et politique, à l'adresse de leurs population et de leurs clients arabes et islamiques refusant des plans de guerre américains, et un langage plus pragmatique, délicatement conciliant à l'égard de la vision américaine guerrière pour le Golfe.

### Les Pays du Golfe



### 2.3. L'OPEP et les pays du Golfe :

L'histoire de la variation sans cesse des coûts du pétrole va amener les pays producteurs à s'organiser pour ne pas trop subir la volonté des acheteurs. Cette organisation qui va s'appeler OPEP a, pendant trois grandes périodes contrôler le coût et les quantités exportées par les différents pays membres.

La première période comprise entre 1859, date du premier forage par le colonel Drake, et 1960, date de la création de l'OPEP. Le prix du pétrole est contrôlé par les grandes sociétés pétrolières. Certes, dans les premiers temps une certaine anarchie règne, car les producteurs restent nombreux et le prix évolue en fonction de l'offre et de la demande. Il s'effondre parfois lors des grandes découvertes et remonte lorsque la demande croît. L'accord d'Achnacarry (1928) entre les principales sociétés limite la concurrence et stabilise les prix. Jusqu'en 1960, ce sont les majors, les « sept sœurs <sup>1</sup> », qui vont contrôler le marché pétrolier.

Au cours de la deuxième période de 1960 à 1985 environ, le contrôle du marché passe progressivement dans les mains des pays producteurs de pétrole. Afin de favoriser le développement de la consommation de pétrole, en s'appuyant sur la production des gisements du Moyen-Orient à coût d'exploitation très bas, les compagnies pétrolières baissent le prix du pétrole. Pour s'opposer à cette baisse, cinq pays, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela, créent l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP)<sup>2</sup> en 1960. Pendant dix ans, le prix va rester stable. Puis, profitant de la crainte d'une pénurie de brut, les pays producteurs vont provoquer de fortes hausses de prix à l'occasion de deux événements politiques : la guerre du Kippour (1973 - le prix du pétrole passe de 3 à 11\$b) ; la révolution iranienne (1979- le prix du pétrole atteint 35 dollars par baril quelques mois plus tard).

Cette forte hausse entraîne une diminution importante de la demande et un accroissement de l'offre dans les zones non OPEP (Alaska, mer du Nord), considérées

---

Les sept sœurs sont : Esso, Mobil, Social (aujourd'hui Chevron), Texaco, Gulf (rachetée par Social en 1984), Shell et BP. La CFP (devenue plus tard Total) était parfois surnommée la huitième sœurs.

<sup>2</sup> L'OPEP regroupe 11 pays. Ont adhéré chronologiquement : l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït, le Venezuela (pays fondateurs en septembre 1960), puis le Qatar (1961), l'Indonésie (1962), la Libye (1962),

comme plus sûres par les grands pays consommateurs. Pour éviter un effondrement des prix, les pays de OPEP instaurent des quotas de production qui sont progressivement réduits. Mais, en 1985, c'est de 75% que l'Arabie doit diminuer sa production (par rapport à 1979) pour éviter la chute des cours. Face à cette situation, le royaume lance une guerre des prix pour reprendre des parts de marché. Le prix du pétrole s'effondre, passant de 25 dollars le baril en janvier 1986 à moins de 10 dollars le baril en juillet.

La troisième période de 1986, le prix du pétrole semble fondamentalement dépendre de la loi de l'offre et de la demande. Les variations sont importantes, à peine 10 dollars par baril en 1986 ou en 1998, plus de 30 dollars pendant la guerre du Golfe ou à l'été 2000. L'offre et la demande jouent un rôle fondamental, mais l'action de l'OPEP est également déterminante. Sans la régulation du marché opérée par l'OPEP, les prix du pétrole seraient beaucoup plus bas, sans doute de l'ordre de 10 à 15 dollars par baril. Mais l'OPEP ne peut pas - et ne veut pas - assumer seule le soutien des prix. En 2001, l'OPEP a réduit sa production de 5 millions de barils par jour (Mbj), c'est-à-dire de près de 20%, pour éviter une chute brutale des cours. Cependant, à la fin de 2001, l'organisation est face à un dilemme : réduire encore sa production et voir sa part de marché se réduire dramatiquement - car les producteurs non OPEP profitent des prix élevés sans s'associer aux efforts de réduction - ou maintenir les exportations et assister à une chute inéluctable de la valeur du brut. Début 2002, les grands producteurs non OPEP (Mexique, Norvège, et surtout Russie) s'associent aux efforts de l'OPEP pour réduire la production. Mais cet effort sera-t-il réel et durable ? Rien ne le garantit. Si au Mexique et en Norvège la production est largement contrôlée par l'Etat, en Russie elle est désormais le fait de compagnies privées qui cherchent à développer leurs productions et leurs exportations. En outre, nous y reviendrons plus loin, il y a désormais compétition entre les principaux producteurs pour s'assurer des parts de marché, en particulier sur le marché américain qui reste un marché en croissance. Les pays qui produisent et exportent des quantités importantes de pétrole sont au total relativement peu nombreux. En dehors des pays membres de l'OPEP, les grands exportateurs de pétrole sont le Mexique, la Norvège, la Russie et dans une moindre mesure l'Oman et l'Angola. Ces cinq pays sont souvent cités comme « partenaires obligés » de l'OPEP pour le contrôle des marchés et des prix.

---

les Emirats arabes unis (1967), l'Algérie (1969) et le Nigeria (1971). L'Equateur et le Gabon ont été membres de l'OPEP avant de s'en retirer.

#### 2.4. Le pétrole et les pays exportateurs :

Le pétrole est présent dans plusieurs régions du monde, certains pays possèdent d'importantes réserves, d'autres par contre sont obligés d'en importer. L'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) est la plus importante organisation parce que les principaux pays producteurs y sont regroupés. Elle concerne onze pays producteurs et exportateurs en Afrique, Asie, Amérique du sud et au Moyen-Orient, les membres actuels regroupés par région sont : au Moyen-Orient ( Arabie saoudite, Iraq, Iran, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis), en Asie (Indonésie), en Afrique (Algérie, Libye, Nigeria ),en Amérique du sud ( Venezuela ).La production et les réserves prouvées des pays de l'OPEP sont estimées à 40% de la production mondiale, et 75% des réserves mondiales.

Le Moyen-Orient, principale région productrice de pétrole dispose les deux tiers des réserves de pétrole conventionnel; réparties essentiellement entre l'Arabie Saoudite possède 25 % des réserves mondiales, l'Irak 11 %, l'Iran, le Koweït et les Emirats arabes unis environ 9% chacun. On comprend l'intérêt des grands pays consommateurs - qui sont en général également importateurs - pour cette zone.

Avec environ 10% de la production mondiale, l'Arabie Saoudite est le principal producteur de brut <sup>3</sup>. Les hydrocarbures sont de loin la principale ressource du pays et le budget est financé à plus de 80% par les recettes pétrolières. Les experts chiffrent à plus de 10 Mbj la capacité de production que pourrait rapidement mobiliser Riyad. Les capacités non employées sont donc au minimum de 3 Mbj environ. Ce qui revient à dire que le royaume peut à tout moment pallier la défaillance de l'un des plus gros exportateurs de brut. Le maintien de ces capacités excédentaires est un élément essentiel de la stratégie de Riyad. Il lui permet de peser sur les prix en laissant planer la possibilité d'une augmentation brutale de la production si nécessaire.

Le Koweït et les Emirats arabes unis, petits (par la taille) tous deux Etats voisins de l'Arabie Saoudite, ont grande importance de par leurs réserves et leur production. Le

---

<sup>3</sup> Au début de 2002, elle est dépassée par la Russie, mais cela tient aux restrictions de production que s'impose l'Arabie. La Russie, premier producteur à la fin des années 80 a vu sa production chuter de 50 % au milieu des années 90. Cette production se redresse actuellement. Quant aux Etats-Unis, la production est depuis trente ans en chute lente mais régulière.

Koweït dispose du second plus grand gisement de pétrole, « Burgan », découvert en 1938<sup>4</sup>. Les Emirats arabes unis sont une fédération - indépendante depuis le début des années 70 - de sept petits Etats. Deux sont des producteurs substantiels de pétrole : Abu Dhabi et Dubaï.

L'Iran est le deuxième grand pays producteur de la région. Mais, si l'Iran dispose de réserves prometteuses, ces réserves sont parfois coûteuses et difficiles à exploiter.

L'Irak dispose de très importantes réserves, supérieures à celles des autres pays du Golfe (à l'exception de l'Arabie Saoudite). En outre, les gisements identifiés mais non encore exploités sont parmi les plus beaux gisements du monde. Si en dépit de ces réserves impressionnantes, la production de l'Irak reste limitée, c'est bien sûr parce que depuis la guerre du Golfe (invasion du Koweït par l'Irak en 1991) l'Irak est soumis à embargo et de ce fait limitant ses exportations.

Le sixième membre de l'OPEP au Moyen-Orient est le Qatar, dont la production de pétrole est faible mais dont les réserves de gaz sont considérables. Enfin Oman est un acteur clé du dialogue entre pays OPEP (à laquelle il n'appartient pas) et pays non OPEP.

Possédant les deux tiers des réserves de brut de la planète, le Moyen-Orient joue donc un rôle éminemment stratégique sur la scène pétrolière mondiale. Certes, la part du Moyen-Orient dans la production pétrolière (30%) est très inférieure à la part de ses réserves, mais, chaque année, ce sont près d'un milliard de tonnes de pétrole qui transitent par le détroit d'Ormuz, porte de sortie unique du golfe Arabo-Persique. Compte tenu de l'importance des réserves de la région et même en restant prudent dans l'évaluation des besoins futurs en carburants et combustibles, ce sont au moins 50% des besoins de la planète qui devront être couverts dans vingt ou trente ans par les producteurs du Golfe. La plupart des pays de cette région disposent de réserves qui approchent ou dépassent cent années de production au rythme actuel, alors que les autres pays n'ont guère plus de dix à vingt ans de production (au rythme actuel) devant eux. Dans quelques années, et sauf découvertes majeures, il est possible que les seuls exportateurs d'hydrocarbures liquides

---

Le plus important gisement au monde est celui de Ghawar, situé en Arabie Saoudite. Il contenait à l'origine au moins 10 milliards de tonnes de brut récupérables, soit au moins trois fois la production annuelle mondiale actuelle.

soient les pays du Golfe et quelques pays en nombre très limité comme le Venezuela ou la Libye. Partout ailleurs, même si les productions locales restent importantes, il faudra importer.

**Tableau 1 : Réserves, production et exportations des principaux pays producteurs de pétrole**

	Réserves (milliards de barils)		Production (milliers de b/j)		Exportations (milliers de b/j)	
	01/01/2001	01/01/2002	2000	2001	2000	2001
Arabie Saoudite	261,70	261,75	8 310	8 700	6 253	5 440
Iran	89,70	89,70	3 682	3 800	2 492	1 930
Irak	112,50	112,50	2 567	2 400	1 996	1 460
Koweït	96,50	96,50	2 080	1 800	1 245	1 235
EAU	97,80	97,80	2 231	2 200	1 815	1 500
Qatar	13,16	15,21	688	670	618	504
Oman	5,51	5,51	933	960	893	905
Yémen	4,00	4,00	440	450	367	275
<b>MOYEN-ORIENT</b>	<b>680,86</b>	<b>682,96</b>	<b>20 931</b>	<b>20 980</b>	<b>15 679</b>	<b>13 249</b>
Algérie	9,20	9,20	808	860	461	550
Libye	29,50	29,50	1 410	1 380	1 005	988
Nigeria	22,50	24,00	2 030	2 100	1 986	1 808
Angola	5,41	5,41	750	740	710	700
<b>AFRIQUE (1)</b>	<b>66,61</b>	<b>68,11</b>	<b>4 998</b>	<b>5 080</b>	<b>4 163</b>	<b>4 046</b>
Kazakhstan	5,42	5,42	675	787	540	603
Azerbaïdjan	1,18	1,18	275	300	155	178
Turkménistan	0,55	0,55	140	147	83	85
<b>CASPIENNE</b>	<b>7,14</b>	<b>7,14</b>	<b>1 090</b>	<b>1 234</b>	<b>778</b>	<b>866</b>
Indonésie	4,98	5,00	1 267	1 300	623	428
Mexique	28,26	26,94	3 012	3 560	1 814	1 600
Venezuela	76,86	77,69	3 028	2 900	1 923	2 354
Norvège	9,45	9,45	3 300	3 410	3 100	3 050
Russie	48,57	48,57	6 325	7 020	4 370	4 740

Source : Oil and Gas Journal, Agence internationale de l'énergie.

(1) Quatre principaux producteurs.

#### 2.4. Les autres producteurs de l'OPEP :

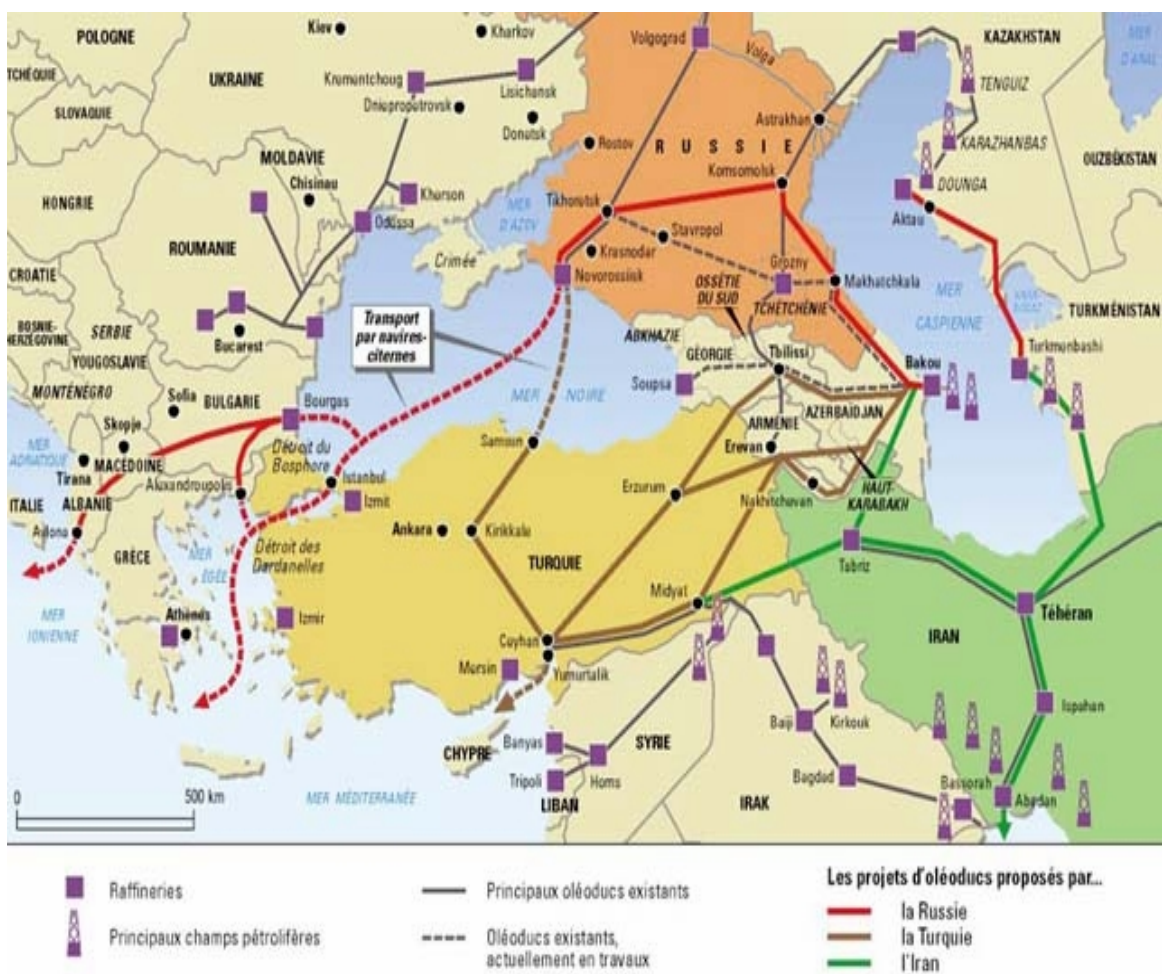
Les autres pays OPEP sont le Venezuela, l'Algérie, la Libye, le Nigeria et l'Indonésie. L'Algérie, la Libye, le Nigeria et l'Indonésie sont des producteurs notables, mais ils n'exercent pas une influence décisive sur les prix, même si leur préférence va globalement à des cours du baril élevés.

Tout autre est l'importance du Venezuela. Doté des réserves de pétrole - conventionnelles - les plus importantes en dehors du Moyen-Orient, doté surtout d'énormes réserves de pétrole non conventionnel (pétrole extra lourd, qui ressemble à du bitume et dont l'exploitation vient juste de commencer), dans la région de l'Orénoque, le Venezuela est sans doute avec l'Arabie Saoudite le pays le plus important au sein de l'OPEP. Si les efforts de développement du Venezuela sont anciens et si certaines caractéristiques de son économie le rapprochent des pays industrialisés, le Venezuela reste en proie à de graves

difficultés économiques, encore très largement dépendant du pétrole car les revenus des hydrocarbures n'ont pas permis un réel décollage du pays.

La politique pétrolière du Venezuela a radicalement changé à la fin de 1998 avec l'élection du président Hugo Chavez. L'équipe dirigeante précédente jouait délibérément la carte du prix bas, respectait mollement les quotas fixés par l'OPEP et cherchait avant tout à développer sa production. La souveraineté nationale sur les réserves pétrolières étant inscrite dans la Constitution vénézuélienne, il avait fallu en contourner les dispositions pour permettre aux sociétés étrangères de participer à la mise en valeur des gisements « marginaux » et au développement des ressources de l'Orénoque, sud-américains. Il prône la solidarité au sein de l'OPEP, milite pour une discipline accrue et un meilleur respect des (

Pays en développement pour renouer les liens de solidarité face aux pays développés.



les réserves mondiales de pétrole

## 2.5. Concurrence pétrolière et sécurité au Moyen-Orient :

La concurrence entre exportateurs de pétrole a des effets déstabilisateurs potentiels dans bien des pays ou régions ; cependant, c'est encore une fois sur la stabilité du Moyen-Orient que la situation du marché pétrolier fait peser le plus de menaces.

Les économies du golfe arabo-persique sont fortement dépendantes des revenus de leurs exportations d'hydrocarbures, qui représentent une large part de leurs exportations totales. La diversification des économies est un objectif de tous les gouvernements de la région mais il ne peut être atteint -s'il l'est - que sur le long terme. Pour l'instant les économies du golfe sont largement des économies rentières, dépendantes des cours d'une matière première sur lesquels les gouvernements n'ont pratiquement plus aucune prise. Dans certains cas, cette situation pétrolière peut être porteuse de risques sur la stabilité des pays ou d'espoirs pour d'autres ; les cas saoudien et émiratien sont parlants.

### **Le cas saoudien :**

La chute des prix du brut pèse sur les finances publiques des états du Golfe. En Arabie Saoudite, le budget 1998 avait été établi sur la base d'un prix du Brut (cours de référence dans la plupart des contrats pétroliers) compris entre 16 et 16,5 \$/b. La persistance de prix nettement inférieurs pose des problèmes budgétaires sérieux : pour chaque dollar de baisse, ce sont 2,5 milliards de dollars de recettes qui manquent au budget saoudien. Le gouvernement est donc contraint de revoir à la baisse les dépenses (notamment les budgets d'investissement) ; parallèlement, la contrainte budgétaire pourrait accélérer la mise en œuvre du programme de libéralisation de l'économie, notamment de privatisation des entreprises publiques et de diminution des subventions.

Cette situation est délicate : l'accélération des réformes se traduirait par la baisse du niveau de vie de certaines catégories de la population dont le mécontentement latent pourrait s'exprimer par un regain de popularité de la mouvance islamiste contestataire. Dans un pays où la rente pétrolière assure, plus ou moins directement, les ressources d'une part importante de la population, la baisse des revenus pétroliers met la « cohésion

sociale » à l'épreuve et place les autorités dans une situation délicate, devant arbitrer entre le creusement des déficits et le risque du mécontentement populaire.

Les attentats anti-américains de 1994 avaient révélé l'existence d'une forme de contestation idéologique du régime, lui reprochant sa corruption et sa soumission aux Etats-Unis. D'autres lignes de fracture existent qui menaceront la stabilité du pays faute d'une modernisation économique, sociale et politique. Sans vouloir exagérer la fragilité du régime saoudien, la situation économique induite par l'état du marché pétrolier est un facteur d'aggravation des tensions internes. Plus grave encore, est la situation que traverse le pays après les événements du 11 septembre 2001; des dix neuf pirates de l'air quatorze détenaient des passeports saoudiens. En effet, pour beaucoup d'analystes, le wahhabisme se présente désormais comme une forme de fondamentalisme autocratique et farouchement rétrograde qui mine toute la société saoudienne et, par conséquent, toute la région du Moyen-Orient. D'autres sont allés plus loin en disant que l'expérience de la guerre d'Afghanistan, afin de chasser les Soviétiques, était la plus grande erreur politique. Comme si on voulait affirmer que la catastrophe a commencé le jour où l'administration américaine a décidé de s'associer à une entreprise dans laquelle le Pakistan et le régime rétrograde de l'Arabie Saoudite détenaient la plus grande part. Car, en réalité, il s'agissait d'un hégémonisme wahhabite qui supplantait dans la région de l'Asie centrale l'hégémonisme américain. Mais la situation s'est brusquement envenimée lorsqu'on a apporté à Bush un élément de taille. En effet, le Pentagone avait découvert (probablement par l'intermédiaire du Mossad) que des membres des services secrets saoudiens, qataris et émiratis ont tenté de corrompre les journalistes de grandes publications américaines (ils ont réussi à le faire en Europe et en Egypte) afin de faire endosser les attentats en Israël. Cette façon de faire, dont les commanditaires sont les membres proches de la famille royale saoudienne, a été perçue comme un soutien tacite à l'activité terroriste car elle vise en réalité à disculper Ben Laden. Même si les autorités saoudiennes se sont désolidarisées de toute action violente, les agissements d'une partie des fils d'Al Saoud ont fait croire à beaucoup de politiciens et analystes américains que le régime de Riyad se reconnaît dans l'idéologie de Ben Laden. Cette nouvelle tendance politique américaine, interprétée par certains sénateurs de gros calibre, a eu des répercussions très graves. Toute la société saoudienne est subitement tombée sous une sévère sanction, et certaines déclarations (du type la plus grande organisation terroriste se compose de 22 millions de personnes, allusion faite à la population saoudienne) versaient complètement dans un lexique déplacé, mais voulu. C'est

ce qui explique d'ailleurs l'adoption du " Racial Profiling" dans les arrestations déclenchées par le FBI contre les communautés arabes qui a fait qu'il était plus facile d'aller témoigner pour délivrer un Algérien qu'un Saoudien.

Actuellement les tensions entre Riyad et les Etats-Unis ont eu leur lot de conséquences sur les déplacements, les voyages et les séjours des Saoudiens dans le pays de l'oncle Sam. A Atlantic City, le Las Vegas de la côte Ouest, il devient presque impossible de trouver des Saoudiens dans les casinos des ressortissants venant des pays du Golfe. La haute surveillance à laquelle les Arabes et les Moyens- Orientaux sont soumis était suffisante pour une réduction systématique de la présence de ces derniers sur le sol américain. L'Arabie Saoudite est formellement accusée de complot, et elle peut prendre son "fameux argent" comme on aime à le répéter aux Etats-Unis.

### **Le cas des Emirats Arabes Unis**

Depuis leur création, les Emirats s'efforcent de contribuer à la stabilité du Golfe, ils ne négligent cependant pas la solidarité arabe. Avec leurs voisins auxquels des différents frontaliers les ont parfois opposés, ils mènent une politique de réconciliation et de normalisation.

#### **Une importante contribution à la stabilité du golfe**

Les Emirats sont attachés au Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe (CCEAG). Ils participent activement aux activités du conseil. Celui-ci soutient de son côté les Emirats face à l'Iran, au sujet du différent qui oppose ces deux pays au sujet des îles d'Abou Moussa, de la Petite et de la Grande Tomb

Très concrètement, les relations entre les Emirats Arabes Unis et leurs voisins, parfois difficile, tendent à s'améliorer significativement.

Avec le Sultanat d'Oman, les liens ont été notablement renforcés par la crise du Golfe. Le Sultanat s'est alors résolu à ouvrir une ambassade à Abou Dabi. Une commission mixte se réunit depuis lors à haut niveau et de façon régulière pour tenter de régler l'inextricable problème frontalier: deux enclaves omanaises sont situées en territoire

émirien, les frontières sont mal délimitées avec six des sept Emirats. Les deux Etats s'attachent aussi à donner un caractère exemplaire à leurs relations. Au-delà du règlement de leurs différends bilatéraux, les Emirats et Oman se sont engagés dans un processus de concertation qui a fonctionné, par exemple pendant la crise yéménite.

Les relations avec le Qatar, longtemps tendues, sont, elles aussi, marquées par l'apaisement. Doha a toujours tenu à marquer son indépendance à l'égard d'Abou Dabi et avait refusé, en 1971, de se joindre à la nouvelle Fédération. Le coup d'Etat de juin 1995, par lequel l'émir du Qatar a été déposé par son fils, tout comme la politique étrangère ambitieuse et autonome de Doha ont provoqué quelques frictions entre les deux Etats. L'animosité de leur relation semble aujourd'hui atténuée. De surcroît, les différents frontaliers entre les deux pays sont désormais réglés.

L'Arabie saoudite est un grand voisin terrestre des Emirats. Son ombre tutélaire, comme son histoire, laisse parfois craindre aux Emiriens pour la pérennité de leur indépendance. Certes, les deux Etats entretiennent d'importantes relations bilatérales, politique et économiques. L'Arabie saoudite est, en un sens, une protection pour la sécurité émirienne. Cependant, le dynamisme de la politique étrangère de Ryad, sa puissance économique et militaire, son poids démographique (10 à 15 millions d'habitants contre 2,3 aux Emirats), son influence religieuse sont autant d'éléments qui peuvent être source d'inquiétude pour les Emirats.

Enfin, le dernier grand voisin des émirats est l'Iran. Seul le détroit d'Ormuz et le mince golfe arabo-persique les séparent. Chaque jour, des centaines de dow (bateaux traditionnels) le franchissent pour approvisionner les marchés iraniens. De fait, l'Iran absorbe près de 40% des exportations de Doubaï. A Doubaï même est installée une importante communauté iranienne. Les relations bilatérales sont aujourd'hui dominées par le contentieux territorial qui oppose les deux pays au sujet des îles d'Abou Moussa, de la petite et de la grande Tomb. En étendant, en 1992, sa souveraineté à l'île d'Abou Moussa, jusqu'alors partagée entre les deux pays, l'Iran a ravivé les prétentions traditionnelles des Emirats et ses alliés du Conseil du Golfe à l'encontre de Téhéran, prévue comme une menace pour la stabilité régionale. Les Emirats souhaitent régler ce différend par concertation bilatérale, puis, en cas d'échec, par la saisine de la Cour internationale de

justice, comme l'a confirmé le secrétaire général du ministère des affaires étrangères de la Fédération.

Enfin, même s'il n'est pas voisin immédiat, l'Irak constitue évidemment un sujet important de préoccupation pour les Emirats. Lors de la guerre du Golfe, un contingent éminien a participé aux combats aéroterrestres. De surcroît, la Fédération a accueilli sur son sol des forces américaines et françaises, mais aussi égyptiennes, syriennes et marocaines. La politique à l'égard de Bagdad est double et marqué par l'équilibre : fermeté à l'égard de l'Irak mais réaffirmation de son attachement au maintien de l'intégrité territoriale de ce pays; souhait de levée des sanctions internationales mais volonté d'application par l'Irak de toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

### L'attachement à la solidarité arabe :

Cet attachement apparaît dans de nombreux domaines. Celui du processus de paix au Proche-Orient est le plus patent. Les Emirats Arabes Unis soutenaient ce processus depuis la conférence de Madrid. La Fédération a vivement regretté la politique du gouvernement de M. Netanya hou. A cet égard, il a relevé que les Etats-Unis, par l'ambiguïté de leur attitude, et la Russie, par la faiblesse, portaient une lourde responsabilité dans le blocage des négociations.

La fédération consent, par ailleurs, un important effort d'aide au développement en direction des communautés arabes ou musulmanes. Depuis 1984, elle a consacré 3,5% de son PNB à cette aide. Le fonds d'Abou Dabi finance des projets dans plus de 44pays. Les principaux bénéficiaires sont musulmans: Bosnie, Tchétchènie, Kazakhstan, Indonésie, Somalie. Par ailleurs, les Emirats apportent leur soutien à l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et au fonds Islamique de solidarité dont ils sont l'un des plus importants contributeurs.

Enfin, la Fédération s'est rapprochée de la Jordanie avec laquelle elle s'était brouillée lors de la crise du Golfe. C'est ainsi que le Cheikh Zayed a reçu le roi Hussein en 1996, à Abou Dabi. Autre exemple de solidarité arabe, l'attitude manifeste à l'égard du Yémen. Au lendemain de la guerre civile qui a déchiré ce pays, les Emirats ont pris acte de sa réunification. Ils ont rapidement manifesté leur soutien à Sanaa dans le contentieux

qui l'oppose à l'Erythrée à propos des îles Hanish. Par ailleurs, ils encouragent Sanaa et Riyad à régler de façon pacifique leur contentieux frontalier.

### Les relations avec l'Occident

Vis à vis de l'Occident, les Emirats ont toujours mené une politique à la fois amicale et indépendante. Ils comptent en effet sur l'Occident pour garantir sa sécurité. C'est ainsi que des accords de défense ont été signés avec le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France.

De surcroît, comme la délégation sénatoriale a pu le noter, le mode de vie aux Emirats, et particulièrement à Doubaï et Abou Dabi, est sans aucun doute le plus occidentalisé de toute la péninsule arabe. L'islamisme, s'il n'est pas totalement absent, reste très peu développé.

Cependant, les Emirats s'efforcent, autant que possible, de conserver une certaine distance à l'égard des Etats-Unis, omniprésents dans la région du Golfe, et qui ont fait de la Fédération leur cible prioritaire en matière de pénétration économique et d'influence politique.

Au total, la stratégie américaine au Moyen-Orient est des plus simplistes. Alliés d'Israël, les Etats-Unis tentent tout pour scinder le bloc arabe en deux. Ce qu'ils ont réussi pendant la guerre du Golfe, et sont en passe de réaliser à nouveau. Leur influence sur l'économie mondiale est énorme, et certains pays arabes, comme l'Arabie Saoudite, ne peuvent se passer d'un allié de cette envergure. Les Américains disposent également de matières premières énergétiques non encore exploitées. Pourtant, on l'a vu lors de la guerre du Golfe, ils sont prêts à prendre les armes si une nation entend s'en prendre aux ressources du Golfe. Néanmoins, les Etats-Unis se gardent bien de prendre ce seul point comme la raison de leur implication dans les régions du Golfe Persique.

### III- NOUVEAUX INTERETS ET COALITION

En raison de la complexité de la région du Golfe et des enjeux importants qu'elle porte, la formation d'une coalition sera examinée à travers le cas connu de la première

guerre du Golfe. L'internationalisation rapide du conflit, et le dépassement de la sphère du Golfe persique et des pays arabes, s'explique par les différents enjeux qui sont liés à l'invasion du Koweït par l'Irak, premier lieu, ils sont d'ordre économique. Le pétrole reste le phénomène majeur de l'implication des pays occidentaux et des pays arabes face à l'Irak. Mais il ne faut pas surestimer cet aspect et en faire l'élément essentiel unique de l'ingérence occidentale dans le règlement des différends irako-koweïtien. En effet le problème de la prolifération des armements non-conventionnels, dits NBC est primordial. Enfin, le troisième enjeu, qui n'est pas le moins important, est celui de l'équilibre stratégique régional. La conjonction de ces enjeux d'importance quasi-équivalente explique la prise de conscience et l'implication immédiate des occidentaux en faveur d'une coalition, par l'intermédiaire de l'ONU durant la crise du Golfe. L'ex-président Hussein en sera d'ailleurs le premier surpris.

### 3.1. Les enjeux géopolitiques :

L'hégémonie des Etats-Unis et leur politique dans la région se confirment. Si l'on compare le type de coalition qui s'est mis en place au moment de la guerre du Golfe à celle d'aujourd'hui, on est frappé par les différences. Dans le cas de l'Afghanistan, les Etats-Unis sont allés pratiquement seuls au combat. Ils ont décidé seuls de la stratégie, de la tactique, des objectifs, des modalités, sans consulter leurs alliés. Lors de la guerre du Golfe, ils avaient mis en place une coalition militaire avec la participation des pays européens et d'un certain nombre de pays arabes. S'ils avaient alors le rôle dirigeant, ils étaient obligés de prendre en compte les demandes de leurs différents partenaires. A présent, ils ont décidé de ne pas se laisser encombrer par une coalition qui pourrait peser sur leurs objectifs.

De même le ralliement de Poutine à la politique de Georges Bush est assez spectaculaire. En 1990, si l'Union soviétique n'avait pas fait obstacle à la mise en place de la coalition, en utilisant son droit de veto, elle avait essayé jusqu'au dernier moment de négocier un accord politique avec l'Irak pour obtenir son retrait du Koweït et éviter la guerre. Aujourd'hui, Poutine tient compte de différents éléments qui ne sont pas seulement liés au Moyen-Orient et qui marquent sa volonté de trouver une forme de relation avec les Etats-Unis.

Quant à l'Union européenne, qui est allée en ordre dispersé, elle ne pèse ni militairement, ni politiquement. Le seul point sur lequel on sent poindre des différences, c'est la deuxième étape de la guerre, puisque le président Bush a dit clairement que la guerre continuerait au-delà de la victoire.

### 3.2. Les enjeux stratégiques :

La région du Moyen-Orient est une région stratégique pour deux raisons. D'abord, il y a un enjeu pétrolier énorme avec notamment le Golfe et la mer Caspienne. Il faut cependant relativiser l'importance de la mer Caspienne; non pas qu'il n'y a pas de richesses pétrolières là-bas, mais celles-ci sont sans aucune mesure avec ce que l'Arabie Saoudite est capable de produire en terme de production et de réserves trouvées. Jusqu'à présent, les résultats des recherches dans la région de la Caspienne sont plutôt décevants: cet aspect pétrolier est souvent surestimé dans les analyses. L'autre aspect du redéploiement Us, c'est avant tout un redéploiement stratégique. Depuis une dizaine d'année, il y a un basculement de l'intérêt des Etats-Unis et de l'Europe vers l'Asie au sens Large, c'est à dire du Golfe au Japon. Et c'est là que se trouve l'essentiel de la présence US depuis longtemps. Dans ce contexte-là, il est évident que la crise au Moyen-Orient est un élément important pour déployer des bases sans doute durables dans la région, en particulier dans les pays bordant le Golfe.

### 3.3. Les enjeux socio-économiques :

Vingt ans après le premier choc pétrolier qui a procuré aux pays du Golfe un enrichissement sans précédent, l'accumulation des excédents pétroliers a-t-elle permis à cette région d'amorcer un développement économique fondé sur la diversification de leurs activités hors du secteur des hydrocarbures ? Répondre à cette question conduit à dresser tout d'abord le bilan de la croissance, de l'évolution démographique et de la main d'œuvre, ainsi que de la situation financière de cette région depuis 1973. Cette démarche révèle les fragilités d'un mode de croissance qui n'a que faiblement amélioré la qualification de la population, et son insertion dans la vie active, qui n'a pas su créer les conditions nécessaires à une réelle expansion du secteur industriel et agricole, les activités de service étant les seules à avoir progressé et les exportations des produits hors énergie restant

marginales. Ce déséquilibre est dû en grande partie au système de monoproduction de matières premières. A cela viennent s'ajouter d'autres facteurs plus pernicioeux:

Bien qu'étant peu relaté ( peut être par manque de données chiffrées), le bilan écologique de la région du Golfe Persique est préoccupant. Trois grands types d'agressions récurrentes éprouvent de façon durable l'environnement naturel des pays producteurs de pétrole. Les accidents pétroliers, dus souvent à des fuites sur les oléoducs et les puits de pétrole, ou des avaries techniques sur les tankers (entraînant régulièrement des marées noires ). Plus de 25% des accidents pétroliers répertoriés dans le monde se situent dans cette zone. Les fortes températures locales ont l'avantage de permettre une évaporation assez rapide du pétrole, contribuant heureusement à réduire l'ampleur des dégâts écologiques. La raréfaction de l'eau potable, ce phénomène qui n'est pas nouveau dans ce type de secteur est lié principalement à deux facteurs: la baisse de la fréquence des pluies observée ces dernières années et l'augmentation de la consommation, liée à l'accroissement de la population des centres urbains qui ont fleuri depuis l'euphorie pétrolière. La disparition de la faune et de la flore dus à deux phénomènes: La traditionnelle chasse au faucon, qui avait l'avantage d'un impact limité sur la population de mammifères, a été remplacée par les tournées de chasse en véhicules 4x4 ayant pour résultat une prise d'animaux plus importante et régulière; en conséquences d'une population grandissante( directement liée aux besoins de la main d'œuvre dans l'industrie pétrolière et dans toutes les activités de services qui se sont créés autour), l'élevage (chèvres et moutons) s'est développé à tel point que les rares zones de pâture sont excessivement sollicitées. Le couvert végétal ainsi fragilisé devient rapidement vulnérable à l'érosion par le vent et aux périodes d'intenses sécheresses.

Deux constats majeurs sont à tirer de cet état de fait. La pollution et la dégradation de l'environnement à l'échelle de la planète ont partout comme origine la sédentarisation des populations. Ce constat est criant dans le cas des zones désertiques où la précarité de la vie sous toutes ses formes est rapidement en danger par la présence humaine. Tant que les hommes de ces régions étaient encore nomades, l'équilibre environnemental était maintenu. En définitive, le désert tolère difficilement les fortes concentrations humaines. Le second constat est que, l'économie des pays du golfe est très monolithique, c'est à dire quasi exclusivement tournée vers le pétrole. En dehors du développement du secteur financier,

les principales diversifications restent la filière pétrolière: raffinage et chimie lourde principalement.

Il faut aujourd'hui se poser la question de savoir l'avenir de ces pays, c'est à dire au-delà de l'ère du pétrole (d'ici 50 à 100 ans). Les négociations en 2001 ayant mené à la signature du protocole de Tokyo (réduction des gaz à effet de serre) ont vu les pays de l'OPEP s'inquiéter de son impact futur sur l'industrie pétrolière. L'application du protocole pourrait entraîner une chute de leurs revenus allant jusqu'à 25%.

### 1.1. Les enjeux militaires :

L'un des facteurs en faveur d'une coalition contre l'Irak est l'équilibre stratégique régional. Ce troisième facteur explicatif de l'internalisation du conflit résulte de la situation géographique des états en présence. En réalité c'est la sauvegarde de l'ordre régional qui influe sur les prises de position occidentale et leurs alliés arabes. L'équilibre des forces qui était assurée par un jeu diplomatique bien maîtrisé entre Riyad, Téhéran et Bagdad dans les années 70, se trouve totalement bouleversé après la révolution islamiste en Iran, en 1979. Si dans les années 80, grâce à la guerre Iran- Irak, l'Arabie Saoudite avait pu asseoir son pouvoir sur ses voisins, la situation est tout autre en 1990. En effet, on en revient à un système à trois puissances dominantes, l'Iran, l'Arabie et l'Irak, cette dernière se révélant bien vite, de par son armée, sa population et son pétrole, la puissance dominante de la péninsule arabique. En outre, l'Arabie Saoudite, peu peuplée, se révèle incapable de se défendre seule face à l'ogre irakien. Les occidentaux ont par ailleurs perdu un allié de poids, l'Iran, qui jouait jusqu'alors un rôle de régulateur dans la région. Ces différents changements de situation expliquent la mise en place, dans les années 80, d'une force d'intervention rapide américaine dans la région du Golfe Persique, la CENTCOM. Ainsi, la stratégie protectrice basée sur l'armée iranienne et les finances saoudiennes se trouvait remplacer par une autre, dite de protection directe. C'est cette mécanique de protection américaine qui accélère le processus d'internationalisation du conflit et de fait est le début d'une présence militaire étrangère.

Ainsi donc, la crainte des occidentaux et des pays arabes, favorables à la création d'une coalition, résulterait de trois facteurs étroitement liés: la situation géographique du

conflit, la crainte de l'emploi d'armes non-conventionnelles, ainsi que la peur de voir surtout l'économie mondiale bouleversée.

\* \* \*

## CONCLUSION

Les Etats-Unis jouissent depuis 1989 d'une position hégémonique totale. Puissance militaire, et par conséquent diplomatique, puissance politique, puissance économique et financière, mais également culturelle, font des Etats-Unis le pays le plus influent du monde. A l'heure actuelle le monde est macrocéphale, la tête se trouvant entre Pacifique et Atlantique. Cette position revêt également un avantage non négligeable, les Etats-Unis étant protégés ( du moins jusqu'au 11 septembre 2001) des attaques extérieures. Cette position de force affermit leur pouvoir, et permet aux Etats-Unis d'être désormais la nation dominante grâce à l'essor des télécommunications et du commerce du pétrole. Bref, la géopolitique mondiale est dominée par ce seul pays. De fait, sa politique extérieure tient parfois lieu de politique intérieure à certains pays satellites ou vassaux, voire ennemis. La politique extérieure des Etats-Unis joue un rôle très important, apte à déstabiliser durablement l'économie mondiale, les sociétés, les gouvernements et les populations dans leur ensemble.

Cependant, son économie, dépendant en grande partie des ressources énergétiques en provenance du Moyen-Orient, court des risques réels pour les Etats-Unis. En effet, les exercices de prospective modélisée sur le pétrole du Moyen-Orient d'ici 2030 font apparaître un mouvement de concentration relative de l'offre pétrolière mondiale sur cette région. Aussi, existent-ils des risques plutôt indirects que les revenus pétroliers alimentent, directement ou indirectement, à la fois le terrorisme et les programmes d'armement non-conventionnels.

L'étude raisonnée des intérêts de l'Amérique par rapport au Moyen-Orient suggère que la politique pétrolière des Etats-Unis dans la région gagnerait à la prudence dans la proposition des réformes, voire un certain conservatisme. L'analyse des textes "doctrinaux" américains confirme que tel devrait être le cas. Cette politique devrait donc continuer d'être marquée par une forte attention aux risques de court terme.

L'économie des pays du Golfe est très monolithique et exclusivement tournée vers les rentes pétrolières. En dehors du développement du secteur financier, aucune stratégie n'existe pour les autres secteurs de l'économie. Or le pétrole est une ressource dont la

planète manquera à la moitié du nouveau siècle. Le monde a moins de cinquante ans de réserves prouvées de pétrole devant lui. Il découvre de nouvelles réserves beaucoup moins vite qu'il ne se développe et donc qu'il n'augmente ses besoins énergétiques. Il faut aujourd'hui se poser la question de l'avenir de ces pays au-delà de l'ère de l'énergie fossile. Ce qui est sûr, les pays du Golfe doivent aujourd'hui faire face au double défi de l'appauvrissement du désert, et de la reconversion industrielle inévitable à moyen terme. Les problèmes de la dégradation et l'économie sont liés. Finance, commerce, tourisme? Ces activités nouvelles et alternatives ont toutes un impact négatif, lié encore une fois à l'afflux de la population.

Il faut constater que le niveau de formation de la main d'œuvre actuelle de ces pays (essentiellement de l'immigration peu ou non qualifiée d'Asie ou des pays voisins), ni le système d'éducation locale ne sont en mesure de faire face au challenge d'un nouveau mode de vie respectueux de l'environnement.

Aujourd'hui des actions ont été mises en place pour palier la dégradation des ressources naturelles, mais sont-elles cohérentes et suffisantes? A titre d'exemple, les usines de dessalinisation d'eau de mer seraient à considérées comme un palliatif, plutôt que faisant partie d'un programme d'harmonisation de la vie de l'homme avec la nature.

Faute d'une prise en main correcte des problèmes de fond, cette région est-elle en définitive condamnée à retomber dans le nomadisme? Après tout, pourquoi pas.

Il est tout à fait possible d'imaginer, qu'une fois que l'ère du pétrole terminée, la minorité aisée aura pris ces dispositions pour s'assurer un avenir tranquille, via des investissements massifs sur les marchés occidentaux ou asiatiques. Du fait de la baisse d'activité économique, la main d'œuvre immigrée réintégrera progressivement son pays d'origine. Les autochtones les plus démunis retourneront dans le désert chercher leurs moyens de subsistance.

L'écosystème des régions désertiques ne peut supporter les conditions de vie modernes que l'homme lui impose actuellement.

Théodore Monod célèbre zoologiste, naturaliste du 20<sup>ème</sup> siècle, réputé pour avoir passé une grande partie de sa vie dans le désert saharien, disait: " au désert on ne décide pas, on obtempère". Que cette parole serve d'exemple.

## BIBLIOGRAPHIE

- Le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale (mémoire CID2002)
- Le rôle du pétrole dans la politique étrangère Américaine au début du XXIe siècle (CID 2003 )
- La définition de l'intérêt National Américain et des régions stratégiques (CID 2003)
- Arabie saoudite- Etats-Unis, du mariage de raison au divorce annoncé (CID 2002)
- Géopolitique des hydrocarbures en Iran( CID2003)
- Pétrole et sécurité internationale, de nouveaux enjeux (défense nationale 1/1999)
- Un monde nouveau (défense nationale 5/2002)
- Les dimensions politiques de l'OPEP (politique étrangère 2/2001)
- Pour tout l'or noir du monde ( armées d'aujourd'hui N°276 janvier 2003)
- Gesticulations militaires dans le Golfe ( Paul Marie DE LA GORCE)
- Autres sources (Internet)